

LIGUE DE DÉFENSE DES CONDUCTEURS

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

[Merci de cliquer ICI pour participer à l'Enquête nationale sur la sécurité routière.](#)

Madame, Monsieur,

Si vous faites partie de ces millions de Français qui n'ont pas une conduite dangereuse, mais qui conduisent dans l'angoisse de se faire piéger par des radars situés à des endroits absurdes, de perdre des points et payer une amende pour quelques km/h de plus que la limite autorisée, ...

... alors ce que je m'appête à vous révéler est de la plus haute importance.

Beaucoup de Français supposent qu'en installant des radars partout, nos dirigeants ont à cœur de nous protéger, d'assurer notre "sécurité". D'autres pensent aussi que l'argent des radars sert à renforcer la sécurité routière, à payer la police ou les routes.

On est bien loin de la réalité. Et je vais vous le prouver chiffres à l'appui.

Dans quelques secondes, vous allez découvrir que, lorsque vous vous faites flasher, vous alimentez la cash-machine la plus juteuse depuis l'invention de Las Vegas... Où d'énormes entreprises privées encaissent des bénéfices gigantesques sur votre dos.

Quant au mythe de la "sécurité" grâce aux radars, parlons-en ! Les données de l'ONISR – le très officiel Observatoire national interministériel de sécurité routière – montrent que la baisse du nombre de morts a en réalité des causes bien différentes de celle qui est invoquée par le gouvernement pour justifier ce qui n'est, au fond, qu'un moyen de racketter les citoyens honnêtes.

Je vais y revenir dans un instant. Mais sachez déjà que, lorsqu'on regarde la courbe de la mortalité routière, avant et après l'installation des radars automatiques, **on s'aperçoit que la baisse du nombre de tués sur la route n'a rien à voir avec les radars.**

Pire :

En faisant de la répression par les radars l'alpha et l'oméga de sa politique de sécurité routière...

En négligeant tout ce qui a fait le succès de la sécurité routière depuis les années 70 : la prévention, la formation, l'entretien et l'amélioration des routes, une répression ciblée et mesurée...

Le gouvernement a cassé la dynamique, au point de faire repartir à la hausse le nombre de tués sur les routes en 2011.

Pourquoi les autorités acceptent-elles de sacrifier ainsi notre sécurité sur les routes tout en faisant mine d'en faire une grande cause nationale ?

C'est que **la répression routière est devenue un incroyable business.**

Les radars rapportent aujourd'hui près d'un milliard d'euros par an - 974 millions exactement en 2010. Et la cagnotte augmente chaque année.

L'Etat n'est pas le seul à profiter de ce pactole : des dizaines d'entreprises nationales et multinationales sont parvenues à s'approprier une part grandissante de ce juteux marché. Et ce n'est pas sans conséquence sur l'avenir de la sécurité routière dans notre pays.

C'est ce business que je vais vous détailler dans quelques instants. Un business très lucratif pour certains, et absolument dévastateur pour les conducteurs et les familles qui perdent l'un des leurs sur la route.

Mais avant cela, permettez-moi de me présenter.

Je suis Christiane Bayard, Secrétaire générale de la Ligue de Défense des Conducteurs.

La Ligue de Défense des Conducteurs est une association de citoyens qui ont décidé de s'organiser pour résister ensemble aux dérives de la répression routière, et pour restaurer enfin une politique de sécurité routière pragmatique et efficace.

Vous avez peut-être entendu parler de notre association dans les médias.

Ou lors de la grande manifestation du 18 juin dernier. Nous avons fait partie du collectif d'associations qui ont fait descendre des centaines de milliers de conducteurs dans la rue pour protester contre le fanatisme répressif du gouvernement.

Ou peut-être tout simplement recevez-vous chez vous nos lettres d'information, ou avez-vous participé à une mobilisation nationale lancée par la Ligue de Défense des Conducteurs

Si c'est le cas, vous savez que chaque fois que le gouvernement sort une nouvelle sanction injuste envers les conducteurs, il nous trouve sur sa route. Nous avons percé à jour de nombreux scandales sur la répression routière, et nous avons à plusieurs reprises obtenu gain de cause.

Mais pour se débarrasser une bonne fois pour toutes de la répression automatisée et revenir à une politique de sécurité routière qui sauve vraiment des vies, nous allons avoir besoin de la mobilisation massive de tous les conducteurs.

Ne vous y trompez pas : je ne viens pas faire l'apologie de la violence routière. Je ne suis pas là pour défendre les conducteurs dangereux.

Comme tout le monde, **je souhaite du fond du cœur qu'il y ait moins d'accidents chaque année. Et c'est justement pour ça qu'il est grand temps que tous les Français connaissent la vérité sur les radars.**

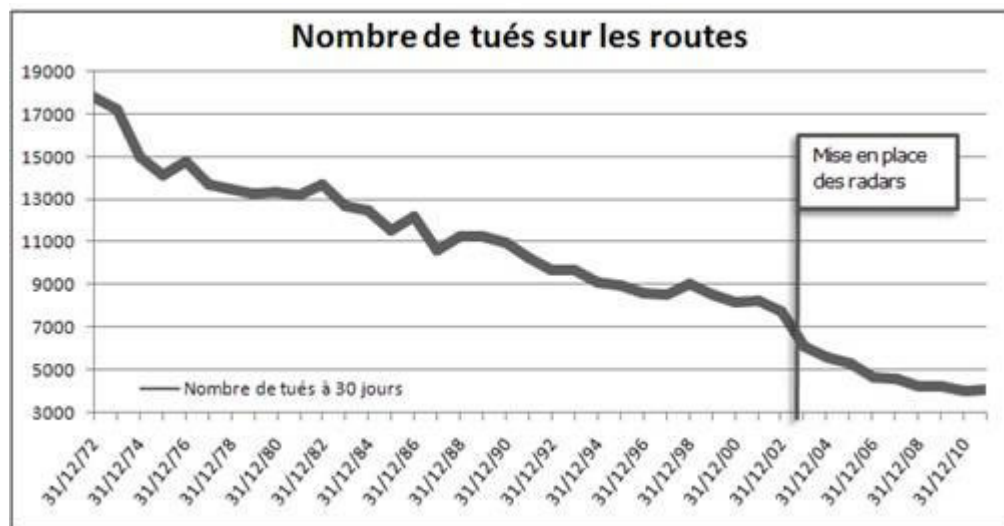
La vérité, la voici :

Contrairement à ce que le gouvernement répète en boucle depuis des années, les radars n'ont jamais sauvé de vie.

Je suis consciente pour que de nombreuses personnes, cette vérité est difficile à entendre. Comment pourraient-elles soupçonner que les pouvoirs publics font de la propagande mensongère sur un sujet aussi grave ?

Pourtant, les faits sont là :

Les chiffres fournis par l'ONISR, l'Observatoire National Interministériel de la Sécurité Routière, montrent clairement que le nombre de tués sur les routes baisse de façon quasi-continue depuis plus de 30 ans. Il y a presque trois fois moins de tués sur les routes aujourd'hui qu'en 1972, alors que la circulation a augmenté de près de 80 % dans le même temps.



C'est un formidable succès. Mais il ne doit rien aux radars.

Leur mise en place à la fin de l'année 2003 et la répression aveugle qui s'en est suivie n'ont absolument rien changé à cette tendance de fond. La courbe a continué de baisser au même rythme qu'avant.

Les raisons de ce recul de la mortalité routière depuis plus de 30 ans sont bien connues :

- amélioration constante des routes, aménagement des carrefours et des zones à risques
- amélioration des véhicules : généralisations des airbags, amélioration des systèmes de protections, aide à la conduite, port de la ceinture...
- campagnes de sensibilisation et de prévention efficaces
- lutte contre l'alcool au volant, répression ciblée et mesurée des conduites dangereuses.

Pourtant, à partir de la fin de l'année 2003, la politique de prévention routière qui avait si bien fonctionné jusque-là, est progressivement abandonnée.

L'Etat commence à investir massivement dans les radars.

Associés au permis à points, ils vont devenir la pierre angulaire d'un système de répression aveugle qui frappe essentiellement les petits excès de vitesse. Pourtant, rouler à 3 ou 4 km/h au dessus de la limite autorisée, ce n'est pas ce qu'on peut appeler une conduite dangereuse.

Ce n'est plus la baisse réelle du nombre de tués sur les routes qui importe, mais la rentabilité des radars. Le système du « tout radars » et du « tout répressif » punit aveuglément le plus grand nombre sans réduire pour autant le nombre d'accidents et de morts sur les routes.

Huit ans après la mise en place des premiers radars, la situation est catastrophique :

En 2002, les petits dépassements de vitesse ne représentaient que 3 % des retraits de points. Aujourd'hui, avec les radars, ils représentent plus de 70 % des cas.

Chaque année, 90 000 personnes voient leur permis invalidé faute de points.

**60 000 d'entre elles perdent leur emploi après avoir perdu leur permis
Des VRP, des livreurs, des infirmières libérales, des médecins qui ne peuvent plus exercer**

Malgré cette hécatombe, le gouvernement s'acharne à diaboliser la vitesse.

Cela permet de verbaliser les automobilistes qui conduisent raisonnablement, et ont d'ailleurs 50% de bonus sur leur assurance, mais qui ont le malheur de dépasser de quelques km/h la limite autorisée.

C'est un réservoir gigantesque de nouvelles rentrées fiscales déguisées.

Rien d'autre ne justifie cette frénésie anti-vitesse.

Aujourd'hui encore, aucune étude scientifique n'établit de lien direct entre vitesse et mortalité routière.

Je sais que ça paraît invraisemblable, mais c'est la stricte vérité :

aucune étude scientifique n'a jamais été menée en France pour vérifier le bien-fondé ou l'efficacité des mesures répressives anti-vitesse prises en 2003.

Les statistiques officielles de l'ONISR tendent même à prouver que les accidents de la route n'ont rien à voir avec la vitesse :

- On y apprend par exemple qu'entre 1998 et 2002, le nombre de décès sur les routes a diminué de 15 % (de 9 019 décès en 1998, on est passé à 7 742 décès en 2002). Et que pendant cette période, la vitesse moyenne de circulation a pourtant augmenté sur tous les types de réseaux : autoroutes, routes nationales et réseaux urbains.

- Et qu'en 2003, alors que le nombre de tués sur les routes a baissé de 26 %, de façon « historique » juste avant l'implantation des premiers radars – la vitesse de circulation est restée stable cette année là.

Malgré ces preuves indéniables, le discours du gouvernement et des associations anti-vitesse qu'il subventionne à 100 % est toujours le même. A chaque fois qu'il faut justifier une nouvelle mesure répressive, ils nous ressortent la même litanie :

« 1 % de vitesse en moins, c'est 4 % de morts en moins »

C'est un dogme absolument infondé, mais très pratique : il permet de s'acharner sur la vitesse, et de faire passer le moindre petit dépassement de la limite autorisée pour un acte criminel.

Ce qui, bien sûr, légitime la multiplication débridée des radars.

Le système est bien ficelé :

un impôt vitesse camouflé derrière un dogme pseudo scientifique ...

Et l'Etat peut tranquillement faire fructifier la cagnotte des radars, et la partager avec quelques entreprises bien implantées et proches du pouvoir.

Car derrière les radars, c'est tout un business qui s'est développé pour orchestrer le racket des conducteurs...

Dès l'origine, le gouvernement fait appel à des sociétés privées pour mettre en place sa nouvelle politique de répression routière.

Excellente affaire pour quelques entreprises triées sur le volet. Le gouvernement leur ouvre du jour au lendemain des marchés colossaux totalement garantis. Une situation de rente pour quelques privilégiés – beaucoup d'argent et aucun risque.

La première tranche de travaux est si profitable que les entreprises concernées refuseront toujours de communiquer le montant des marchés signés avec l'Etat. Atos invoquera même le « Secret Défense » pour se soustraire aux questions embarrassantes des journalistes.

Mais en recoupant toutes les informations disponibles, on peut se faire une idée des montants en jeu.

Et ils sont colossaux.

Ainsi, rien que pour la première tranche des travaux, l'Etat aurait versé :

- **42,5 millions d'euros** pour SAGEM Sécurité, filiale du groupe SAFRAN, qui fournit les 100 premiers radars ;
- **41 millions d'euros** pour Amec Spie qui installe et entretient les radars ;
- **70 millions d'euros** pour Atos Origin, multinationale spécialisée dans les nouvelles technologies, qui s'occupe d'identifier les automobilistes flashés et du recouvrement des PV ;
- **26 millions d'euros** pour Asphéria, filiale de La Poste, qui édite les PV, les met sous plis et les envoie ;

Et les montants n'ont fait que grossir chaque année. Pour la seule année 2011, ce sont désormais plus de 231 millions d'euros que vont se partager les entreprises liées au business des radars.

Tous les trois ou quatre ans, les contrats sont renouvelés quasiment automatiquement ! Pour les entreprises, c'est tout bénéf.

La machine est lancée. Les radars vont se multiplier à toute vitesse.

Fin 2011, 3 724 radars automatiques seront installés sur tout le territoire.

1 000 de plus fin 2012 !

Plus 4 000 radars pédagogiques promis par Claude Guéant dans les années qui viennent.

Le gouvernement investit des sommes folles dans des radars de plus en plus nombreux et toujours plus sophistiqués :

Radars fixes, radars mobiles, radars tronçons capables de calculer la vitesse moyenne de circulation sur une distance donnée, radars discriminants capables de distinguer les poids-lourds des véhicules légers, contrôles sophistiqués de l'inter distance entre deux véhicules, avec caméras et détecteurs lasers disséminés le long des routes ; radars feux rouges, radars pour passages à niveau..

Sans parler des radars de dernière génération embarqués dans des voitures ou sur des motos se fondant dans le flot de la circulation.

Encouragé par les entreprises qui exploitent les radars, le gouvernement est en train de mettre en place un système de répression routière et de contrôle des citoyens, à une échelle encore jamais vue.

Avez-vous déjà entendu parler du CNT, le Centre National de Traitement des Infractions, à Rennes ?

C'est une pièce maîtresse du dispositif de flicage à grande échelle que le gouvernement et les sociétés exploitant les radars sont en train de mettre en place pour mieux nous racketter.

Sur les 450 personnes qui travaillent au CNT de Rennes, plus des deux tiers sont employées par les entreprises privées que je vous ai mentionnées

Chaque petit dépassement de vitesse enregistré par un radar n'importe où en France est traité dans cette énorme « **Usine à PV** ».

Sur ce plateau, les opératrices saisissent 500 plaques d'immatriculation par heure.

Un supérieur les valide à la chaîne, puis tout est imprimé par une machine qui crache en permanence des milliers de procès verbaux. Ces piles de documents passent ensuite sur un tapis pour être automatiquement pliées, mises sous enveloppes, et envoyées directement dans votre boîte aux lettres.

Près de 60 000 PV sont ainsi expédiés chaque jour.

Ce système est tellement lucratif que le centre s'est agrandi. A côté du premier CNT de 3 500 m², un CNT 2 de 11 000 m² supplémentaire a été construit.

Car il est prévu de traiter très prochainement TOUTES les infractions routières, pas seulement celles des radars, dans ce centre automatisé, grâce au PV électronique

Des premiers essais de ce PV électronique sont déjà en cours dans plusieurs régions de France. Peut-être avez-vous déjà eu la malchance d'y être confronté...

C'est un système qui a été mis en place spécifiquement pour « rentabiliser » les PV.

Que ce soit pour un stop glissé, un clignotant oublié, un feu passé à l'orange, ou toute autre infraction minime, les policiers et gendarmes n'ont plus besoin de vous arrêter pour dresser un procès verbal manuscrit.

Il leur suffit désormais de tapoter sur une tablette numérique, et le PV est envoyé instantanément au CNT de Rennes, où il est traité puis envoyé directement dans votre boîte aux lettres.

Vous recevrez l'avis de contravention plusieurs semaines plus tard, et que vous vous rappeliez ou non la situation qui vous a valu ce PV, vous devrez obligatoirement passer à la caisse.

Vous l'avez compris : plus la répression est automatisée et systématique, et plus les grandes entreprises qui entretiennent ce système profitent de l'argent des conducteurs.

Mais il y a plus grave : en misant tout sur les radars et la répression automatique, l'Etat ne s'attaque pas seulement à votre portefeuille : il sacrifie votre sécurité sur la route.

Ces deux dernières années, alors qu'il dépensait des millions et des millions dans l'achat et

l'entretien des radars, et le développement de nouvelles technologies répressives, le gouvernement a décidé de "faire des économies" en coupant directement dans les budgets d'entretien des routes.

Peut-être n'avez-vous pas entendu parler de ce scandale ?

En seulement deux ans, le gouvernement a divisé par 2 le budget alloué à l'entretien des routes nationales et départementales.

On est passé de 424 millions d'euros en 2009 à 227 millions en 2011.

C'est pourtant sur ce type de routes qu'ont lieu 3 accidents mortels sur 4 !

Combien de vies auraient pu être épargnées si l'Etat avait entretenu les routes au lieu de mettre de l'argent dans l'achat de nouveaux radars ? Des conducteurs sont envoyés dans le décor à cause d'un nid-de-poule ou d'une chaussée déformée. Des familles entières sont ainsi brisées.

Mais tout cela est laissé de côté par le gouvernement, qui préfère diaboliser la vitesse

Si, aujourd'hui, je vous révèle toutes ces vérités sur la répression routière, ce n'est pas pour vous démoraliser. Au contraire : je veux vous proposer d'agir, ensemble, contre ces dérives intolérables de la répression routière.

Le but de notre association, la Ligue de Défense des Conducteurs, est d'alerter l'opinion publique, les médias, les hommes politiques, et faire entendre la voix des conducteurs.

Notre objectif :

En finir avec le business des radars et l'inconscience du gouvernement qui sacrifie notre sécurité sur les routes, et revenir à une politique de sécurité routière qui sauve vraiment des vies

Parmi les 60 radars qui flashent le plus en France, 50 sont sur autoroute, le type de réseau le plus sûr du pays.

Ce n'est pas en laissant faire ce racket qu'on empêchera les accidents sur la route.

C'est pourquoi la Ligue de Défense des Conducteurs veut rassembler un maximum de citoyens responsables comme vous, pour faire barrage aux dérives de la répression routière.

Nous ne devons plus accepter de nous faire traiter comme des vaches à lait.

Un gendarme confiait récemment à notre association que les forces de l'ordre ont carrément des quotas de PV à remplir sur le dos des conducteurs :

"On exige de nous du rendement immédiat, et surtout... rentable. Persécuter l'automobiliste qui a roulé à 52 km/h plutôt qu'à 50, parce que ces infractions, ça rapporte. On doit faire du chiffre, des « bûchettes » comme on dit chez nous"

Il n'est pas tolérable que la répression contre les conducteurs soit devenue la plus virulente de tout le système judiciaire, et que l'Etat mobilise des brigades entières de gendarmes « en planque », pendant des heures, dans leur voiture ou derrière leurs jumelles-radars, alors que les forces de l'ordre manquent de moyens et de personnel pour arrêter les voyous et les voleurs.

Bien entendu, une personne seule ne peut rien contre ce système.

Mais des dizaines, des centaines de milliers de citoyens organisés, faisant front commun, peuvent faire changer les choses !

Par expérience, je sais que, lorsque les conducteurs se mobilisent massivement, ils peuvent obtenir gain de cause

Si vous pouvez encore rouler à 130 km/h sur autoroute, c'est parce qu'en juillet 2009, la mobilisation des conducteurs face à l'annonce du 110 km/h a été immédiate et massive. Le gouvernement a dû reculer...

Fin 2010 : à la suite d'un combat intensif mené par les conducteurs durant 4 mois, les députés ont réduit à six mois le délai de récupération des points perdus pour petits excès de vitesse.

Juin 2011 : après une manifestation et une forte mobilisation des conducteurs à travers toute la France, le gouvernement est contraint de renoncer à ne plus signaler les radars fixes...

Aujourd'hui, si vous recevez cette vidéo, c'est parce que les membres de la Ligue de Défense des Conducteurs se sont cotisés pour la créer et vous demander de participer à notre Enquête nationale sur la Sécurité Routière.

Les résultats de cette Enquête seront adressés aux médias, aux parlementaires, au gouvernement et à la Présidence de la République. Nous devons les submerger d'Enquêtes pour qu'ils prennent conscience de l'ampleur du ras le bol des conducteurs.

C'est pourquoi la participation de chacun est cruciale.

Après avoir rempli votre Enquête, vous aurez la possibilité de faire un don à notre association.

Cela peut vous paraître superflu, mais c'est en réalité essentiel pour le combat que nous devons mener ensemble.

En effet, pour obtenir des résultats concrets, nous devons multiplier les actions qui demandent un énorme travail en amont :

Information et sensibilisation des parlementaires : de nombreux députés prêtent une oreille attentive à nos arguments, et nous multiplions les rendez-vous à l'Assemblée nationale pour faire voter des lois qui vont dans le sens des conducteurs. C'est grâce à ce type de travail continu que nous avons pu faire déposer une proposition de loi, cosignée par une centaine de députés, qui améliorera la formation des conducteurs. Il s'agit d'intégrer de la conduite sur piste dans les stages de récupération de points, jusqu'ici entièrement théoriques.

Mobiliser l'opinion publique : la Ligue de Défense des Conducteurs organise des campagnes nationales de pétitions à chaque fois que le gouvernement veut encore resserrer l'étau autour des conducteurs. Au printemps dernier, notre pétition contre le démontage des panneaux signalant les radars a recueilli plus de 120 000 signatures en quelques semaines.

Faire passer nos idées dans les médias : nous devons mener un travail intense auprès des journalistes pour qu'ils citent nos travaux, reprennent nos arguments en faveur des conducteurs et donnent la parole à nos experts. Pour développer notre mouvement, il est indispensable de créer un débat public sur la répression routière.

Etudes et recherches sur la sécurité routière : notre association est en train de constituer un comité d'experts (accidentologues, assureurs, ingénieurs...) pour étudier en profondeur les causes d'accidents. Nous pourrions ainsi, non seulement démolir une bonne fois pour toutes le dogme anti-vitesse qui justifie la répression insensée que le gouvernement nous fait subir, mais surtout proposer des réformes qui permettraient vraiment de sauver des vies sur la route.

A tout ceci s'ajoutent les frais de dépouillement des Enquêtes, des courriers, l'envoi d'informations régulières aux membres de l'association, ainsi que les frais de téléphone, d'internet, et le loyer de nos bureaux.

Sans le soutien financier des membres de l'association, nous ne pourrions jamais financer tout cela. Mais si nous voulons étendre notre mouvement, nous allons avoir besoin de l'aide du plus grand nombre de citoyens possible.

La Ligue de Défense des Conducteurs ne reçoit aucune subvention publique, ni d'aucune autre organisation d'ailleurs. Cela nous permet de garder notre indépendance et de pouvoir contester librement la politique répressive du gouvernement.

C'est pourquoi je me permets de vous demander de contribuer au financement de tout ce travail, selon ce que vous jugerez raisonnable. Notre association ne peut compter que sur des citoyens responsables comme vous pour agir.

Vous pouvez décider de donner 5, 7 ou 10 euros. Vous pouvez aussi donner 50, 100 ou même 150 euros. D'autres personnes donneront 15, 20, ou 25 euros. L'important, c'est que chacun de nous participe selon ses moyens.

Si les conducteurs ne s'organisent pas dès aujourd'hui pour faire front commun contre la politique de répression routière scandaleuse qu'on nous impose, au détriment de notre sécurité sur la route, le gouvernement continuera dans sa lancée.

Maintenant, c'est à vous de décider.

Vous pouvez laisser le gouvernement continuer son racket sur les conducteurs raisonnables pour le plus grand profit d'un business florissant.

Vous pouvez le laisser sacrifier votre sécurité en n'entretenant plus les routes, et en focalisant sa politique routière sur la répression au détriment de la prévention et la formation.

Si c'est votre choix, vous pouvez fermer cette vidéo et laisser la situation sur les routes se dégrader.

Si au contraire, vous décidez qu'il est grand temps que les conducteurs de ce pays s'organisent pour faire barrage, tous ensemble, aux dérives de la répression routière.

Si vous êtes prêt à rejoindre un grand mouvement de résistance, organisé de façon professionnelle, regroupant déjà 28 000 citoyens, pour qu'ensemble on fasse changer les choses.

Alors je vous demande de cliquer ici pour participer à l'Enquête nationale sur la sécurité routière organisée par la Ligue de Défense des Conducteurs, ainsi que de soutenir notre association du montant de votre choix.

Après avoir répondu à votre Enquête, vous serez redirigé vers une page Internet entièrement sécurisée, où vous pourrez faire un don à l'association du montant de votre choix grâce à votre carte bancaire.

Vous n'avez aucune obligation de le faire. Il s'agit de votre choix, et vous ne devez surtout pas vous sentir forcé de soutenir notre travail pour organiser la résistance aux excès de la répression routière. En tout cas, si vous décidez de nous aider à financer ce mouvement, votre contribution sera un apport précieux.

Notre mouvement a été créé il y a deux ans. Depuis, 28 000 citoyens sont venus grossir nos rangs et soutenir nos actions. Grâce à leurs dons, nous avons pu faire de la Ligue de Défense des Conducteurs le premier grand mouvement national de résistance aux dérives de la répression routière.

C'est grâce à eux que notre organisation acquiert chaque jour un peu plus de notoriété, auprès des médias comme source d'information et auprès des hommes politiques comme force de proposition.

Il n'y a pas de miracle : si un grand nombre de conducteurs ne se mobilisent pas maintenant pour dire STOP à la répression insensée qu'ils subissent sur les routes, et soutenir financièrement notre mouvement, alors notre association ne pourra pas continuer le combat, faute de moyens.

Tout dépendra de ce que vous décidez de faire maintenant.

Je vous remercie d'avance.

Bien à vous,

Christiane Bayard
Secrétaire Générale
Ligue de Défense des Conducteurs

Pour participer à l'Enquête nationale sur la sécurité routière, [cliquez ici](#).